

Déclaration conjointe des entreprises
Conférence ministérielle de 2009
Initiative MENA-OCDE
Marrakech, Maroc, 22 et 23 novembre 2009

Préambule

A l'occasion de la Conférence ministérielle 2009 de l'Initiative MENA-OCDE, cette déclaration est présentée aux ministres par le monde des affaires MENA-OCDE, comprenant le Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC), la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM), [...] et d'autres associations d'entreprises, chambres de commerce, et représentants d'entreprises privées actives dans la région MENA.

Le monde des affaires MENA-OCDE félicite les gouvernements de la région MENA et de l'OCDE par rapport aux progrès effectués en matière de réformes de leurs politiques de l'investissement, ces réformes ayant permis une augmentation des flux d'investissement direct étranger, une croissance régulière du PIB, et la création de l'emploi au cours de la dernière décennie.

Cependant, cette tendance positive a subi les effets négatifs de la crise économique mondiale actuelle. Plusieurs pays de la région MENA et de l'OCDE sont confrontés à des difficultés en raison de changements dans l'environnement économique, et certains pays ont adopté des mesures protectionnistes qui réduisent la liberté d'investissement et le mouvement de capitaux et de marchandises. Les mesures de ce type renforcent les effets négatifs de la crise en augmentant l'imprévisibilité et l'incertitude pour les entreprises et en décourageant l'investissement étranger. Dans l'intérêt commun des économies de la région MENA et de l'OCDE, les mesures protectionnistes de ce type doivent être évitées. Une ouverture au commerce et à l'investissement représente un élément essentiel permettant d'assurer un environnement favorable à une croissance économique durable.

Afin d'enrayer les effets négatifs de la crise économique, et de réaliser des objectifs à plus long terme, tels que la diversification économique, la création de l'emploi et une participation accrue des femmes au marché du travail, les entreprises et les gouvernements de l'OCDE et de la région MENA doivent travailler en étroite collaboration. Des consultations efficaces, précoces et régulières entre les gouvernements et les organisations nationales représentant les entreprises assurent une légitimité et une crédibilité accrues aux réformes politiques.

Mesures recommandées

La communauté des affaires recommande aux gouvernements de prendre les mesures suivantes pour une reprise économique et une croissance économique durable :

- S'abstenir de mettre en place de nouvelles barrières au commerce et à l'investissement, et ainsi améliorer l'environnement des affaires en assurant davantage d'ouverture, de transparence, de traitement équitable, d'obligation de rendre compte et de prévisibilité au niveau de toutes les politiques et législations, ce qui contribue à réduire la perception des risques dans la région. Toute restriction du gouvernement à l'encontre de l'investissement étranger devrait refléter ces éléments et devrait se baser uniquement sur des critères de sécurité nationale définis de manière étroite.
- Encourager l'intégration économique et commerciale entre les pays de la région MENA afin de maximiser leur potentiel économique, en se concentrant sur la réduction des droits de douane et le développement de politiques pour la promotion des exportations.
- Améliorer l'accès au financement, particulièrement pour les petites et moyennes entreprises, et planifier des stratégies de sortie, en consultation avec le monde des affaires.
- S'assurer que le cadre réglementaire est stable, prévisible, non discriminatoire, et transparent, et que les procédures pour l'obtention de licences et d'autorisations se font dans les délais et sont efficaces.
- Soutenir la réforme de la loi commerciale dans la région en collaboration avec les organisations pertinentes.
- Reconnaître l'importance de l'amélioration de la compétitivité et de l'adaptabilité du marché du travail à l'aide de politiques en matière d'emploi permettant de faciliter l'entrée et le retour sur le marché du travail pour les hommes et les femmes, réduisant ainsi le chômage. L'amélioration des services de santé, d'éducation et de formation, ainsi que la facilitation de la libre circulation des travailleurs et l'octroi des visas d'affaires aux entrepreneurs de la région MENA, seront également cruciales dans cette optique.
- Offrir des incitations aux femmes pour qu'elles rejoignent la main-d'œuvre, promouvoir l'entrepreneuriat féminin et supprimer les obstacles liés au genre, et faciliter l'accès des femmes aux formations de gestion et techniques ainsi qu'à l'accès au financement.
- Entreprendre des initiatives politiques plus importantes pour la diversification des économies nationales qui, pour le moment, sont souvent excessivement dépendantes d'un éventail très limité de secteurs économiques.
- Promouvoir la croissance verte, en tenant compte de la Déclaration de l'OCDE sur la croissance verte.
- Encourager le recours aux partenariats public-privé en tant que mécanisme permettant de lever les investissements nécessaires pour des projets à long terme, tels que ceux

concernant les infrastructures, et d'établir une certaine confiance entre les gouvernements et le secteur privé.

- Favoriser l'investissement privé dans les infrastructures de pointe pour les citoyens (telles que les télécommunications, l'électricité, l'eau), même dans les zones les plus rurales, et offrir des incitations là où les investissements privés ne sont pas rentables, aidant ainsi à faire démarrer l'économie en réduisant les barrières à l'entrée des petites et moyennes entreprises, en améliorant la productivité, et en réduisant les coûts des industries.
- Travailler en collaboration avec les entreprises pour promouvoir le gouvernement d'entreprise et lutter contre la corruption.
- Développer, lorsque cela est nécessaire, un système fiscal attrayant qui soit juste et transparent.
- Renforcer davantage la promotion de l'innovation et la protection des droits de propriété intellectuelle dans la région.
- Encourager le recours à la Stratégie de développement du climat des affaires (SDCA) de l'OCDE au sein de la région MENA, en tant qu'outil efficace permettant de mesurer et d'effectuer des analyses comparatives sur les réformes du climat des affaires.

Engagement des entreprises

Le monde des affaires MENA-OCDE s'engage à :

- Soutenir les efforts des gouvernements visant à améliorer l'environnement des affaires dans la région pour une reprise économique durable faisant suite à la crise économique actuelle.
- Promouvoir un comportement responsable des entreprises et des initiatives en matière de gouvernement d'entreprise en dialoguant sur les meilleures pratiques et en élaborant des approches sectorielles communes.
- Travailler plus étroitement avec les institutions d'enseignement pour assurer un renforcement des compétences dans la région, particulièrement auprès des jeunes et des femmes, et mieux faire correspondre ces compétences aux besoins du marché du travail aussi bien à court terme qu'à long terme.
- S'engager dans et promouvoir des partenariats public-privé efficaces à l'appui du développement.

- Soutenir et encourager l'échange de technologies et d'expertise entre les pays de l'OCDE et de la région MENA afin de favoriser l'innovation, avec une protection adéquate des droits de propriété intellectuelle.

Les entreprises remercient les ministres des pays de la région MENA et du Royaume du Maroc pour l'organisation de la Conférence ministérielle. Nous espérons que cette conférence, qui a lieu au moment de la crise économique la plus profonde de l'histoire récente, permettra aux gouvernements, aux entreprises, et aux autres parties prenantes de favoriser efficacement une reprise économique durable au sein de la région MENA.

Marrakech, Maroc, 22 novembre 2009